

LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE S'INTERNATIONALISE : UN REGARD SUR L'INVESTISSEMENT SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU QUÉBEC ET SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER AU CANADA DE 2016 À 2021

Les investissements étrangers peuvent aider à renforcer les relations commerciales entre deux régions et apporter des technologies et des connaissances bénéfiques à la main-d'œuvre. Ils peuvent également stimuler la productivité ainsi que la compétitivité d'un secteur et contribuer à faire croître ses ventes, ses exportations et sa croissance, tout en intensifiant la concurrence locale, ce qui peut faire diminuer les prix au détail. Dans ce numéro de *BioClips*, deux indicateurs sont proposés pour analyser l'importance et l'évolution des investissements étrangers en transformation alimentaire au Québec et au Canada : l'investissement sous contrôle étranger et l'investissement direct étranger. Malgré leur ressemblance, ces deux concepts sont différents. L'investissement sous contrôle étranger hausse le stock de capital productif de l'économie, tandis que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers¹.

LA PART DES INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE EST EN CROISSANCE AU QUÉBEC

Au Québec, entre 2019 et 2021, les investissements sous contrôle étranger ont représenté en moyenne annuelle 47 % des investissements en transformation alimentaire, soit 16 points de pourcentage de plus qu'entre 2016 et 2018. La part en fabrication de boissons et de produits du tabac s'est particulièrement appréciée sur cette période, passant de 61 % à 75 %, tandis que celle en fabrication d'aliments est passée de 23 % à 25 %.

La part des investissements sous contrôle étranger dans l'ensemble de la fabrication a également augmenté, passant de 32 % à 39 %. Elle se situe entre celle des aliments et celle des boissons et des produits du tabac.

Tableau 1. Investissements en transformation alimentaire au Québec, selon le pays de contrôle de l'entreprise, de 2016 à 2021p (en M\$)

Secteur	Année	Canada		Pays étrangers		Total M\$
		M\$	Part	M\$	Part	
Fabrication d'aliments	2016	395	78 %	110	22 %	505
	2017	312	75 %	103	25 %	415
	2018	373	79 %	100	21 %	473
	2019	480	66 %	244	34 %	724
	2020	474	79 %	126	21 %	600
	2021p	575	78 %	160	22 %	735
Fabrication de boissons et de produits du tabac	2016	34	39 %	52	61 %	86
	2017	56	36 %	99	64 %	155
	2018	78	42 %	105	58 %	183
	2019	92	24 %	289	76 %	381
	2020	150	21 %	576	79 %	726
	2021p	152	31 %	345	69 %	497
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	2016	429	73 %	162	27 %	591
	2017	369	65 %	201	35 %	570
	2018	451	69 %	205	31 %	656
	2019	573	52 %	532	48 %	1 105
	2020	624	47 %	702	53 %	1 326
	2021p	728	59 %	504	41 %	1 232

p : données provisoires
M\$: en millions de dollars

Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif* et *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*; Institut de la statistique du Québec, *Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées selon le pays ou la province de contrôle, régions administratives et ensemble du Québec*; compilation et estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

LES INVESTISSEMENTS SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER SE SONT ÉLEVÉS À PLUS DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS (G\$) DE 2016 À 2021

Le total des investissements sous contrôle étranger dans la transformation des aliments au Québec de 2016 à 2021 s'est élevé à 2,3 G\$, répartis entre la fabrication d'aliments (0,84 G\$) et la fabrication de boissons et de produits du tabac (1,47 G\$). Au cours des dernières années, plusieurs entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers ou hors du Canada ont annoncé des investissements majeurs en stock de capital productif, dont Molson Coors, Brasserie Labatt, Fromageries Bel Canada, Kraft Heinz, Grupo Bimbo, Barry Callebaut, Coca-Cola, Fleury Michon Amérique, PepsiCo – Frito-Lay, Nespresso Canada (Nestlé) et Bonduelle Canada (qui était sous contrôle étranger lors de cette période).

À propos de l'investissement sous contrôle étranger

Les investissements sous contrôle étranger proviennent d'entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers ou hors du Canada. La région de contrôle est déterminée par le produit Liens de parenté entre sociétés de Statistique Canada et le Registre des entreprises du Québec selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droit de vote. Ainsi, la région de contrôle des entreprises appartenant à une personne physique correspond à celle du lieu de résidence du propriétaire. Pour les sociétés cotées en bourse n'ayant pas d'actionnaire majoritaire, l'emplacement géographique du siège social est utilisé en tant que région de contrôle².

L'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada (EDIR), sur laquelle repose principalement les estimations, n'est pas conçue pour garantir la représentativité selon la région de contrôle et la région administrative. Malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité, la prudence est de mise quant à l'interprétation des données².

Les données sur les investissements sous contrôle étranger dans ce numéro de BioClips ont été estimées et comprennent les dépenses pour la construction de bâtiments non résidentiels, pour des travaux de génie, pour de la machinerie et du matériel ainsi que pour des produits de propriété intellectuelle. Les données de 2021 sont provisoires (p) et doivent être utilisées avec une certaine prudence.

¹ Par exemple, une entreprise européenne établie au Québec qui agrandit ou construit une usine représente un investissement sous contrôle étranger, alors qu'une entreprise américaine qui ferait l'acquisition d'une entreprise québécoise à l'aide d'un flux monétaire transfrontalier constituerait un investissement direct étranger.

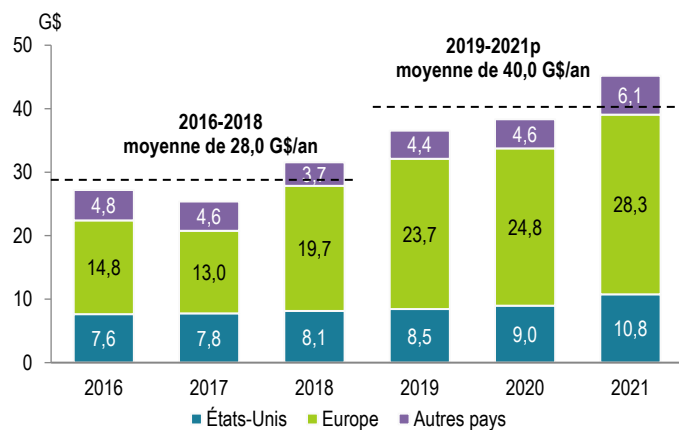
² Pour les concepts, se référer au *Bulletin Flash – Investissements sous contrôle étranger, perspectives 2017*, sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-sous-contrôle-etranger-perspectives-2017.pdf>.

AU CANADA, LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE SONT AUSSI EN CROISSANCE

L'investissement direct étranger³ est une activité en vertu de laquelle un investisseur résidant dans un pays acquiert une participation dans une entreprise située dans un autre pays et exerce une influence marquée sur sa gestion. Les investissements directs étrangers peuvent par exemple permettre aux entreprises de hausser leur compétitivité, de solidifier leurs parts de marché, de renforcer leurs chaînes d'approvisionnement, d'obtenir un intrant qui ne peut être produit localement (ex. le cacao pour un transformateur du Québec) et de stimuler les échanges commerciaux.

En transformation alimentaire, les investissements directs étrangers au Canada entre 2019 et 2021 ont atteint 40 G\$ par année en moyenne, soit 12 G\$ de plus qu'entre 2016 et 2018. Une croissance a aussi été notée pour l'ensemble de la fabrication, dont les investissements sont passés de 181 G\$ à 197 G\$ par année en moyenne. Vu ces hausses, la part de la transformation alimentaire sur l'ensemble de la fabrication a augmenté, passant de 15,5 % à 20,3 % en moyenne annuelle.

Figure 1. Investissements directs étrangers au Canada en transformation alimentaire, selon la provenance, de 2016 à 2021 (en G\$)



Source : Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région*; compilation du MAPAQ.

C'est en fabrication d'aliments que l'investissement direct étranger s'est particulièrement accru, passant de 23 G\$ par année en moyenne entre 2016 et 2018 à 33 G\$ entre 2019 et 2021, soit une hausse de près de 10 G\$ sur la période. Dans le même intervalle, il a progressé d'un peu plus de 2 G\$ en fabrication de boissons et de produits du tabac, passant de 5 G\$ par année en moyenne à 7 G\$.

L'investissement direct étranger dans la transformation alimentaire au Canada provient principalement d'Europe⁴. La contribution de cette région s'est élevée à 64 % du total par année en moyenne de 2019 à 2021, une hausse de plus de 7 points de pourcentage par rapport aux années 2016 à 2018. Sur cette période, la part des États-Unis a diminué, passant de 28 % à 23 % en moyenne annuelle.

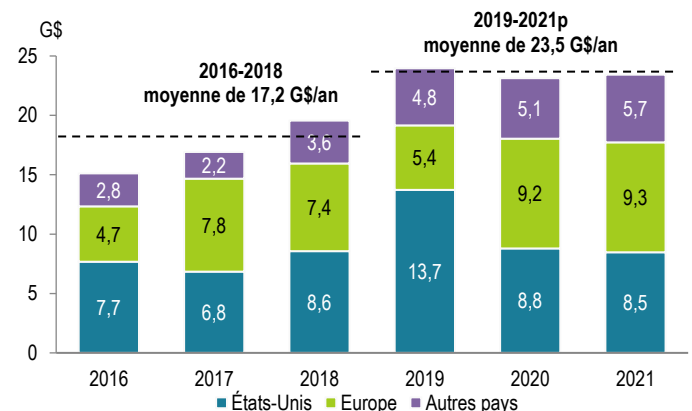
LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU CANADA SONT PLUS ÉLEVÉS QUE CEUX DES CANADIENS À L'ÉTRANGER

En transformation alimentaire, les prises de participation d'entités canadiennes dans des entreprises à l'étranger ont atteint plus de 23 G\$ en moyenne annuelle entre 2019 et 2021, soit 6 G\$ de plus qu'entre 2016 et 2018. Ainsi, pour chaque dollar d'investissement direct étranger

sortant du Canada entre 2019 et 2021, 1,7 \$ y entrait. Ce résultat est similaire à celui de l'ensemble de la fabrication.

Comme pour les investissements directs entrant au Canada, la part de la transformation alimentaire dans l'ensemble de la fabrication s'est accrue pour les sommes sortantes. Elle est passée de 17,9 % par année en moyenne entre 2016 et 2018 à 20,9 % entre 2019 et 2021.

Figure 2. Investissements directs canadiens à l'étranger en transformation alimentaire, selon la destination, de 2016 à 2021 (en G\$)



Source : Se référer à la figure 1.

Alors que l'investissement direct canadien à l'étranger a augmenté en fabrication d'aliments, passant de 13 G\$ par année en moyenne de 2016 à 2018 à 21 G\$ de 2019 à 2021, soit près de 9 G\$ de plus, il a diminué en fabrication de boissons et de produits du tabac.

De 2019 à 2021, les prises de participation canadiennes en transformation alimentaire à l'étranger se trouvaient aux États-Unis dans une proportion de 44 % en moyenne annuelle par rapport à 34 % en Europe. Notons que la part des États-Unis est restée stable comparativement aux années 2016 à 2018, alors que celle de l'Europe a diminué au profit des autres pays, passant de 39 % à 34 %.

Au cours des dernières années, nombre d'entreprises québécoises en transformation alimentaire ont pris des participations ou fait des acquisitions hors du Canada, dont Agropur, Saputo, Fruits d'Or, Lassonde, Biscuits Leclerc, Préval AG et L.B. Maple Treat. À l'inverse, des entreprises dont la maison mère est à l'étranger telles que Lactalis, Ocean Spray, Alsace Lait ou Barilla ont pris des participations ou acquis des entreprises du Québec.

À propos de l'investissement direct étranger

Les données portant sur l'investissement direct étranger sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers tels que les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises⁵.

En somme, les investissements sous contrôle étranger au Québec, qui augmentent le stock de capital, ainsi que les investissements directs étrangers au Canada, sous forme de prise de participation, se sont accrus en transformation alimentaire de 2016 à 2021. Il en a été de même pour les exportations internationales (de 6,5 G\$ à 7,8 G\$) et les importations internationales (de 5,1 G\$ à 5,9 G\$) de produits alimentaires transformés du Québec. Cela fait état d'un secteur qui s'internationalise et de l'importance que les entreprises accordent à leurs activités mondiales pour être compétitives.

³ Les données sur les investissements directs étrangers sont seulement disponibles à l'échelle canadienne.

⁴ Pour plus de détails sur les pays, consulter le site Web de Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610000801>.

⁵ Pour les concepts, se référer au *Bulletin Flash – Investissements sous contrôle étranger, perspectives 2014*, sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-sous-controle-etranger-perspectives-2014.pdf>.